

ÉCOLE, HÔPITAL: CHRONIQUE DE L'EFFONDREMENT

On peut évidemment se rassurer, se dire que, dans cette absence de campagne électorale, comme une agonie désespérante de l'idée même de représentation et de pouvoir législatif, Emmanuel Macron, croque-mort en chef, a bien choisi ses deux apparitions. Deux malheureux déplacements. Deux saynètes à destination des chaînes d'information continue, avec visite d'un site Potemkine et micros tendus pour quelques phrases banales n'esquissant même pas l'ombre d'un programme. Deux interventions, l'une sur l'hôpital, l'autre sur l'école. Au moins les deux sujets sont-ils bien identifiés. Ils résument à eux deux le déclassement français. Ils incarnent la destruction de ce qui faisait de la France une grande nation : sa capacité à promettre à ses citoyens une vie meilleure et à les porter au plus haut d'eux-mêmes pour qu'ils soient les futurs acteurs de ce progrès.

En 2004, Jean-François Kahn, qui dirigeait encore *Marianne*, avait commandé à l'auteur de ces lignes une très grande enquête sur un thème qui semblait à beaucoup assez improbable, tant on a peu l'habitude, en journalisme, de mêler les sujets et les problématiques : « École, hôpital : nous étions les meilleurs, sommes-nous devenus les plus mauvais ? » Dix-huit ans plus tard, la question est encore plus prégnante. Il

ya déjà longtemps que plus personne ne s'avise de prétendre que nous aurions le « meilleur système scolaire au monde », et nul n'avait attendu le Covid pour constater que nous n'avions plus non plus le « meilleur système de santé ». « Les avons-nous jamais eus ? », balaieront ceux qui préfèrent nier l'existence du doigt et de la lune.

On peut ergoter tant qu'on veut, l'école française a non seulement intégré à la nation des générations de petits payans et d'enfants d'immigrés à qui elle a offert une culture commune, mêlant Henri IV, Robespierre et Victor Hugo, elle a aussi formé des ingénieurs reconnus dans le monde entier et permis l'essor d'une école mathématique prestigieuse. On connaît la chanson : elle était inégalitaire, il ne faut pas idéaliser, beaucoup quittaient le système après le certificat d'études... Et aujourd'hui ? Indiscipline, échec scolaire, inégalités, inculture, pénurie d'enseignants, tensions communautaires... Quant à l'hôpital, les Français le voient s'effondrer sous leurs yeux, malgré les efforts – et souvent la dévotion – de ses personnels, et c'est l'ensemble de l'accès aux soins qui est désormais aléatoire.

Le lien entre les deux n'est pas seulement celui que dessine notre imaginaire de nation traumatisée par la peur du déclin. L'école et l'hôpital sont des institutions de la République, en

ce sens qu'ils sont des structures par lesquelles l'État joue son rôle de protection et d'émancipation des citoyens. Ils sont la promesse républicaine en acte. Leur destruction, bien sûr, s'inscrit dans le cadre d'un affaiblissement général des services publics, qui ont été privés de leurs moyens d'action au fur et à mesure que l'État devait consacrer ses ressources à compenser les conséquences de la désindustrialisation, tout en voyant la libre circulation des capitaux et l'optimisation fiscale le priver de recettes essentielles. Mais ce n'est qu'un aspect du problème.

Les maux qui frappent l'école et l'hôpital sont étonnamment similaires. L'inflation administrative, conséquence d'une obsession gestionnaire et d'une « rationalisation » des procédures, en est la dimension la plus frappante. Car dans cette multiplication des papiers à remplir, des « items » à cocher, il y a toute la négation du « métier », de la somme d'ex-

périence et de transmission qui font de chaque individu un professionnel autonome. Le culte contemporain de la performance repose avant tout sur la défiance. De cela découle le mépris affiché pour toute forme de vocation – il faut entendre les modernes pédagogues se gausser à l'évocation des « hussards noirs »...

Dans une société profondément utilitariste, les métiers convoquent une part de don de soi, d'abnégation,

semblent une incongruité autant qu'un poids. Ils ne « rapportent rien », tous ces gens qui se crévent pour autrui. Alors pourquoi les payer ? Ils coûtent, au contraire. L'idée qu'une population éduquée et en bonne santé produit, invente, crée, et qu'il faut donc attirer les meilleurs à l'école et à l'hôpital car ils seront les piliers de la République... tout cela ne pèse visiblement pas grand-chose dans les couloirs de Bercy, au moment des arbitrages cruciaux. D'ailleurs, de droite comme de gauche, d'Alain Juppé à Martine Aubry, tous les ministres ont trouvé intelligent de restreindre le numerus clausus pour limiter les dépenses de santé. Et l'Éducation nationale, elle, préfère recruter des contractuels à coups de « job dating », pour s'étonner ensuite que 25 % des élèves arrivent en sixième sans savoir lire et écrire.

Pour l'heure, aucun programme politique ne semble avoir pris la mesure de l'effondrement qui se joue et que les Français ressentent dans leur chair, dans celle de leurs enfants. Entre ceux qui projettent de poursuivre les délires pédagogiques, ceux qui rêvent de « rationaliser » encore à coups de fermetures d'établissements et de coupes budgétaires, rien ne laisse entrevoir la refondation des institutions de la nation. C'est pourtant le seul projet qui ramènerait les citoyens vers les urnes. ■